Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 68 (1923)
Heft: 1

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

L'importance de l'aviation mal estimée. — La question de la nomination du général. — Notre langage militaire. — A propos d'un programme de rédaction.

Encore un périodique qui disparait et qu'on regrettera. L'*Aéro-Revue* était la seule publication suisse qui permît de suivre régulièrement le mouvement et la chronique aéronautiques. Elle était d'autant plus utile que notre opinion publique ne paraît pas mesurer à sa juste portée la valeur croissante de l'aviation dans le domaine de la défense nationale. Trop nombreux sont ceux qui restent au temps passé, ou dépassé, et qui ne parviennent pas à réaliser les changements fondamentaux auxquels les perfectionnements de l'aviation conduiront, selon les plus grandes probabilités, la conduite des guerres futures. La discussion du budget militaire au Conseil national en a fourni une preuve suggestive. Cherchant les économies à réaliser, un député a proposé la suppression du crédit prévu pour l'aviation. On ne saurait témoigner d'une méconnaissance plus complète des nécessités militaires pratiques.

Cela est particulièrement intéressant à relever chez une autorité plus que toute autre responsable des résolutions auxquelles devraient s'arrêter, le cas échéant, les pouvoirs gouvernementaux en temps de guerre. Un député qui se préoccupe du budget de l'armée ne devrait-il pas se demander avant tout, à l'occasion de son étude, comment cette armée sera mise en mesure de soutenir les résolutions internationales du gouvernement ? Celles-ci, en l'état actuel des choses, ont pour fondement une neutralité destinée à garantir à nos voisins la sécurité de celles de leurs frontières qui sont couvertes par notre territoire. Notre armée de terre demande à être organisée et outillée en conséquence. Mais que peut devenir son action de couverture des voisins si l'armée de terre laisse, au–dessus d'elle, le passage ouvert à une armée des airs? Les belligérants intéressés estimeront-ils que nous tenons suffisamment nos engagements vis-à-vis d'eux si nous barrons la route de terre et laissons l'autre ouverte ? Il y a là un problème qu'on ne tranchera pas au moyen d'expédients et auquel il faut avoir le courage de s'attaquer résolument. L'honorable député qui a proposé la suppression du crédit pour l'aviation semble ne s'être

aucunement douté, on ne dira pas des exigences techniques auxquelles est subordonnée la solution du problème, mais de l'existence de celui-ci.

* * *

Ce n'est d'ailleurs pas la seule preuve de la difficulté qu'on éprouve, dans certains de nos milieux politiques dirigeants, à examiner les obligations de la défense nationale, en se plaçant au seul point de vue de cette défense et en les dégageant de toute considération qui ne relève pas d'elle. Le débat sur la désignation du général en temps de guerre l'a aussi démontré.

Une motion proposait de soumettre à l'étude du Conseil fédéral la question de cette désignation. Devait-elle être laissée dans la compétence des autorités législatives ou être remise à l'autorité exécutive ? Le dépôt de cette motion fournissait l'occasion de rechercher celle des deux procédures qui doit répondre le mieux à une direction rationnelle de l'armée ; d'étudier, entre autres, les répercussions morales qui en peuvent résulter et dont les troupes et la population doivent bénéficier ou souffrir. Rien de pareil. L'argument déterminant a été « les prérogatives du Parlement » ; c'est ce pauvre petit argument d'à côté qui a formé la majorité. Ce que pèsent pourtant les prérogatives du Parlement, lorsqu'à l'heure du péril la sécurité de la nation et de son sol est en jeu ! Mais, dans l'esprit d'une partie des députés, il a revêtu une telle majesté qu'ils n'ont même pas voulu d'une étude de cet objet.

* * *

A la suite de la publication, dans la livraison de décembre 1922, de l'intéressant article du lieutenant-colonel Verrey sur le tir indirect des mitrailleuses, un camarade nous a demandé si c'était intentionnellement que le dit article avait parlé des « atteintes » relevées sur les cibles et ne s'en était pas tenu au terme réglementaire de « touchés ».

C'est tout à fait intentionnellement. Un « touché » est du charabia fédéral qui fait d'un participe passé un substantif, et ce n'est pas une raison parce qu'un règlement s'exprime sottement pour que tout un peuple le suive, comme M. Festus la force armée. Notre langage militaire est pitoyable ; il y a progrès cependant, car le nombre des officiers augmente qui se montrent soucieux d'employer des termes propres. La clarté et la précision des ordres ne peuvent qu'y gagner. Mais il y a encore énormément à faire, et il faut reconnaître que nos règlements sont souvent un grand obstacle à la netteté du langage. Lorsqu'on songe que quinze classes

d'âge d'officiers ont fait maintenant du règlement pour l'infanterie une lecture sinon quotidienne au moins fréquente, on est rempli d'indulgence pour le parler qui doit nécessairement en résulter.

Veut-on un exemple de la facilité avec laquelle l'oreille se fausse à la suite d'une mauvaise habitude ? Il n'est pas nouveau, mais il est toujours en situation. Si, poursuivant une conversation sur la météorologie avec l'officier le plus accoutumé à notre langue réglementaire, vous lui dites que telle nuit, « la ténèbre » était profonde, il vous regardera avec surprise ; il sait que ténèbres est un substantif pluriel. Mais demandez-lui où en est l'approvisionnement de cartouches de sa compagnie-mitrailleuse, il vous répondra sans sourciller que « la munition » est au complet. Il y a longtemps qu'il ne sait plus que munitions, au sens de projectiles, de cartouches, est comme ténèbres un substantif pluriel. Est-il héraldiste, il n'aura pas l'idée de parler de « l'armoirie » de son canton, il dira correctement et instinctivement « les armoiries ». Mais sous l'uniforme, il parlera lui aussi de « la munition ».

Ce qui encourage encore, dans notre Suisse romande, l'impropriété des termes, est le fait que nous vivons sous le régime des règlements traduits. C'est une lourde infériorité. Récemment, dans la *Gazette de Lausanne*, M. Alfred Lombard la relevait au point de vue plus général de l'instruction publique : « A mesure, écrivait-il, que la centralisation, contre laquelle on proteste, mais sans l'empêcher, et dans tout ce qui touche à l'administration, à la politique, à la législation, aux services publics, au commerce et à la grande industrie, c'est-à-dire à peu près dans tous les domaines de la vie, le destin de la Suisse française est de vivre, de plus en plus, sous le régime de l'allemand traduit. Il faut que l'instruction publique du moins s'efforce de sauver, avec la pureté de notre style, l'originalité de notre pensée et l'unité de notre éducation. A ce point de vue l'ouvrage traduit ne vaudra jamais pour nous celui qui a été écrit et pensé dans notre langue. Nous y trouverons toujours avec un style un peu vague, quelque chose d'inusité dans la façon de présenter la pensée, bref un certain trouble, chose bien fâcheuse, surtout pour un ouvrage d'enseignement, où la limpidité, la correspondance absolue du fond et de la forme, sont de rigueur. »

Rien de plus vrai. Et l'armée, dans ce domaine, dessert quelquefois l'instruction publique en encourageant des cercles cultivés de la société, ceux qui fournissent le corps des officiers, à négliger leur connaissance de la langue en s'adonnant à celle des règlements. Au moment où ceux-ci vont subir une refonte plus ou moins générale,

on émettra le souhait que la plus grande attention soit vouée à leur rédaction la plus correcte possible.

* * *

Autre chose. Un officier, d'un grade subalterne, mais bien en mesure de donner un utile avis, nous a fait le plaisir de commenter le programme de rédaction pour 1923 esquissé par la dernière chronique suisse. « Je me permets, nous écrit-il à ce propos, de vous soumettre quelques réflexions, aussi modestes que personnelles.

« Depuis 1918, la *R. M. S.*, comme les journaux étrangers de même portée et de même esprit, s'efforce de traiter, sous l'empire de l'actualité, des questions d'ordre surtout technique : réorganisation militaire, enseignements de la Grande guerre, emploi tactique et technique des nouvelles armes, etc. Ces sujets spéciaux, parce que s'adressant surtout à des « spécialistes » : mitrailleurs, artilleurs, aviateurs, tendent tous à démontrer, preuves et chiffres en mains, l'infériorité numérique, technique et matérielle de notre armée. Un officier fait-il un stage dans un centre d'instruction quelconque, qu'aussitôt, à son retour, il éprouve une véritable démangeaison à faire pleuvoir sur un auditoire de pauvres officiers de milices, la nomenclature entière de tout ce qu'il a vu, de ses yeux vu. Les « spécialistes », qui peuvent donner une forme concrète et précise à tous ces progrès réalisés dans la construction du matériel de guerre, ceux-là sont quelque peu découragés par la comparaison avec notre matériel à nous et nos possibilités, et les autres, les auditeurs-profanes, le sont encore davantage, parce qu'ils perdent facilement confiance quand il s'agit d'une arme qui n'est point la leur.

Les officiers qui vont à l'étranger, en stage ou simplement à titre de visiteurs occasionnels, « voient » beaucoup, parce que « beaucoup » leur est montré et toujours avec une extrême bienveillance. Des souvenirs personnels me le confirment. On rentre au pays, les yeux pleins d'une vision géante et l'on se dit : Que sommes-nous ? Il ne s'agit ici naturellement que des « articles-énumérateurs », des articles qui sentent parfois le prospectus. Or, si j'osais exprimer ici un vœu, ce serait celui de voir contre-balancer ces articles par des sujets traitant des efforts que « nous » faisons, aussi bien dans le domaine matériel que technique. Autrement dit, loin de vouloir diminuer l'intérêt que peuvent avoir pour nous les innovations apportées ailleurs, je voudrais que l'on équilibrât davantage « l'impression négative », si je puis dire ainsi, que nous donne la constante mise en valeur des autres en regard de nous-mêmes. Certes, nous

travaillons, dans notre armée et nous faisons merveille avec le peu de moyens dont nous disposons. Pourquoi ne le dirions-nous pas, ne serait-ce que pour qu'on le sût *chez nous* ? Je songe aux efforts que nous faisons dans nos écoles de recrues, dans le sens que préconisent les pages de M. le colonel Fonjallaz ; je songe aussi à nos cours de répétition dont personne ne parle. Que de progrès réalisés ! Que de sujets pour donner confiance aux jeunes officiers qui lisent la *R. M. S.* ! »

Nous voudrions recevoir souvent des lettres de ce genre. Notre camarade a cent fois raison et la *R. M. S.* s'appliquera à tenir compte de sa suggestion. Elle le fera dans toute la mesure où elle pourra compter sur l'aide des officiers qui sont en activité de service, et notamment sur les officiers-instructeurs, de tous les mieux placés pour la renseigner sur la succession des efforts réalisés dans nos diverses périodes de convocation, écoles de recrues, cours de tir, cours spéciaux, etc. Mais encore une fois, à ce propos, nous devons émettre le désir qu'en haut lieu on n'invoque pas constamment de prétendus secrets de la défense nationale qui entravent le travail. Cette manie du secret a existé plus ou moins de tout temps, et n'a jamais fait que du mal. La *Revue militaire suisse*, depuis trente-cinq ans que nous y sommes, l'a combattue périodiquement ; mais le travers reparaît toujours, maladie endémique. On pourrait citer des exemples de ses inconvénients. Ce sera pour une autre fois, le cas échéant.

CHRONIQUE FRANÇAISE

(De notre correspondant particulier.)

« La faiblesse de la force » et « l'Alexandre moderne » ; deux études du professeur Ferrero. — Ses conclusions. — La nation armée reste possible au point de vue de l'exercice du haut-commandement.

L'éminent professeur G. Ferrero a récemment tenté, en deux articles publiés dans l'*Illustration*, d'élucider l'énigme de la Marne et de la défaite des armées allemandes. Les titres mêmes qu'il leur a donnés sont symptomatiques de la thèse que l'historien se proposait de démontrer.

Dans le premier, intitulé « La faiblesse de la force », il examine les fautes commises par le haut-commandement germanique, ou plutôt l'inexistence de son action, ce qui, à son avis, fut la cause prédominante de son échec. Selon lui, ces fautes proviendraient de

la sorte de « terreur » éprouvée par le Grand Quartier Général allemand devant l'immensité de la machine de guerre mise en mouvement et de son incapacité de réaliser la coordination des manœuvres entre les différentes armées, coordination rendue d'ailleurs très difficile du fait même du nombre et de l'importance de ces armées. Les difficultés ainsi surgies étaient totalement imprévues et auraient surpris, désemparé le commandement.

G. Ferrero suit pas à pas l'exécution du plan Schlieffen par celui qui lui avait succédé à la tête du grand état-major allemand. Il n'y a pas de plus belle armée, matériellement et moralement, que celle qui s'ébranle en 1914, vers la France, à travers la Belgique. Mais dès le début de la campagne, alors qu'une action concertée des trois armées d'aile droite s'impose, et que le G. Q. G. devrait logiquement intervenir, Moltke, ne croyant pas pouvoir diriger la bataille, charge les trois commandants d'armée de s'entendre entre eux ; il reconnaît toutefois un vague droit de direction à von Bülow. Ainsi se trouve engagée la bataille de Charleroi et de la Sambre, sans commandant en chef.

Puis vient la poursuite générale des cinq armées d'aile marchante. Qui la dirige ? Personne, répond Ferrero.

Bien plus, von Klück méprise les instructions du G. Q. G. du 27 août ; von Hausen traite de même celles du 29. Aussi la marche devient-elle rapidement difficile, désordonnée, les services se désorganisent ; les communications sont précaires, et contradictoires les renseignements. Personne n'a idée de la situation générale et le G. Q. G. apparaît impuissant ; il finit par adapter ses plans aux initiatives de von Klück. Celui-ci, au reçu des ordres supérieurs, n'en télégraphie pas moins qu'ils sont inexécutables et il poursuit sa marche vers le sud-est, sans attendre la IIe armée.

C'est alors que, pour rétablir la situation, le G. Q. G. envoie le lieutenant-colonel von Hentsch aux Ire et IIe armées. Von Klück, qui ne croit pas au danger, n'exécute pas les instructions que lui apporte l'officier d'état-major. Sur ces entrefaites, Maunoury commence son attaque sur l'Ourcq dans l'après-midi du 5 septembre.

Ainsi, dit Ferrero, ce qui a fait la faiblesse de l'armée allemande, en 1914, c'est sa force même, son étendue, qui n'a pas permis au commandement suprême de l'avoir bien en mains.

Le second article intitulé « l'Alexandre moderne » est consacré au développement de la bataille de la Marne elle-même. L'auteur débute par rappeler le tableau, tracé quelque part dans ses écrits par le comte Schlieffen, du généralissime de notre temps qui, « assis

dans un commode fauteuil, devant une carte déployée sur une grande table, le téléphone à la main, recevra les nouvelles lui arrivant de tous les côtés ; il prendra dans le calme et le silence ses décisions, enverra ses ordres aux chefs subordonnés, dirigera tout sans rien voir. »

Ce chef moderne s'oppose à Napoléon qui, à cheval sur une hauteur, pouvait suivre toute la bataille. Or, pour Ferrero, la nécessité s'impose toujours de ne pas perdre de vue ses troupes et de les diriger en personne. A la Marne, du côté allemand, ce sera le lieutenant-colonel Hentsch qui, au moment décisif, devra se substituer à cet « Alexandre moderne ». De sorte que la retraite fut décidée par un acteur inconscient de son acte, représentant de chefs lointains, sans idée de la situation, sans instructions précises, muni seulement de vagues « pleins pouvoirs ».

Et l'auteur de tirer de cet exemple des conclusions généralisées : il affirme que la conduite de masses comparables à celles de la dernière guerre est devenue impossible, sauf dans le cas très exceptionnel où « un génie d'une grandeur presque surhumaine » se rencontre.

* * *

Nous nous garderions bien de rien contredire à cette opinion que les chefs allemands de 1914 ont été impuissants à conduire l'armée qu'ils s'étaient eux-mêmes forgée. Et nous ajouterions plutôt que les chefs allemands de 1918 se sont révélés d'une égale incapacité : il ne serait, pour s'en rendre compte, que d'examiner d'un peu près les batailles livrées par Ludendorff, à partir du mois de mars 1918, sur le front franco-britannique.

Ces batailles représentent une succession d'efforts violents, chacun habilement préparé puis soudainement déclenché ; mais dont l'ensemble reste décousu, disparate et dont l'exécution se déroule pour ainsi dire, en dehors de toute intervention de la part du haut-commandement. Pour ce dernier, la préparation devrait suffire à pousser la bataille jusqu'à sa phase finale et le chef n'aurait qu'à attendre « dans un fauteuil » que les fruits se récoltent d'eux-mêmes. Aucun échelonnement n'étant prévu, faute de réserves accumulées, le souffle est court et l'effort ne peut être maintenu à son diapason du début.

Mais ne sont-ce pas là, à proprement parler, les caractéristiques séculaires de l'art militaire allemand, qu'il s'agisse de tactique ou de stratégie ? On y retrouve les défauts classiques inhérents à l'ordre linéaire de Frédéric II, auquel on ne saurait trop opposer l'ordre profond, caractéristique essentielle de l'art français napoléonien.

C'est ce même art que Foch a si bien su adapter aux masses armées actuelles, avec le succès qu'on connaît.

Et, reprenant pas à pas les événements, il ne serait point malaisé de montrer qu'à cette carence dans le haut-commandement allemand a toujours correspondu un commandement français dont l'action directrice s'exerçait constante, méthodique, fondée sur des principes de guerre essentiellement différents.

A Charleroi, cependant, les deux adversaires en furent au même point. Si l'assaillant manquait d'une direction supérieure, l'assailli n'en avait pas davantage. Mais les raisons n'étaient pas les mêmes et l'impuissance n'eut rien de technique : Belges, Anglais et Français formaient trois masses indépendantes, sans coordination entre elles ; chacun tira de son côté et le tout s'en fut à la dérive.

Mais sitôt que, sur la Marne, les Français se retrouvèrent seuls, ou autant dire seuls, Joffre sut parfaitement coordonner l'action de ses forces. Il avait cependant en Galliéni un subordonné d'humeur aussi libre et ennemi des entraves que Moltke pouvait avoir en von Klück.

Pareillement, en 1918, Foch dirige effectivement sa bataille et il intervient personnellement dans l'action partout où le besoin s'en fait sentir. Ses forces sont disposées à cet effet et l'organisation de son commandement le lui permet dans toutes les circonstances. Il ne reste pas dans son fauteuil ; on le voit courir de l'un à l'autre et il sait si bien insuffler à chacun de ses subordonnés l'ardeur qui l'anime, que nous voyons aujourd'hui le maréchal Douglas Haig croire de bonne foi qu'il a lui-même gagné la guerre ! Pour agir ainsi, Foch adapte à la situation dans laquelle il se trouve les moyens dont il dispose et qui diffèrent de ceux mis au service des chefs d'autrefois ; les formes ne sont plus les mêmes ; mais les principes techniques restent immuables et l'art de la guerre n'a subi, dans le dernier conflit, du fait de l'extension des masses armées, aucune déchéance.

Quelle meilleure preuve en pourrait-on fournir que cette admirable manœuvre exécutée par Cadorna, au cours de l'été de 1916 ? Après avoir arrêté, refoulé l'irruption autrichienne à travers les montagnes du Trentin sur le plateau d'Asiago, il joua avec une dextérité consommée des lignes intérieures de la Vénétie. Déplaçant rapidement le centre de gravité de ses forces, il porta la masse de celles-ci sur l'Isonzo pour y livrer la bataille qui aboutit à la prise de Gorizia. Avec un peu plus de chance, cette manœuvre, qui évoque celles de Bonaparte autour de Vérone en 1796, aurait pu se transformer en une victoire décisive sur le front italien.

En résumé, s'il est parfaitement exact de déduire que le haut-commandement allemand n'a jamais été, au cours de la grande guerre, à la hauteur du rôle que lui imposait la taille des armées modernes, on ne saurait aller au delà et, poussant à l'extrême les généralisations, il serait erroné de conclure, sur un seul fait, à l'impuissance désormais radicale de conduire ces mêmes armées.

Certes, les difficultés se sont accrues, mais parallèlement les moyens se sont multipliés et l'on ne peut douter, *a priori*, que dans quelque situation que ce soit, il ne se trouvera pas des chefs qui sauront utilement mettre en œuvre ces moyens du moment.

Peu importe après cela, qu'on les égale à des « génies de grandeur presque surhumaine » ; le nom ne fait rien à l'affaire. L'essentiel, c'est qu'ils existent et la France saura les trouver à l'instant précis où ils lui seront nécessaires.

CHRONIQUE PORTUGAISE

(De notre correspondant particulier.)

Un rapprochement militaire avec l'Espagne. — Déclaration de S. M. le roi Alphonse XIII. — La situation internationale du Portugal.

Le grand événement militaire pour le Portugal, dans le cours de l'année qui prend fin, n'a pas un caractère technique, mais il est d'importance au point de vue de la politique militaire de la République par les perspectives qu'il ouvre sur l'avenir. A vrai dire, l'origine n'en est pas officielle du tout, il s'agit d'une simple interview de S.M. le roi d'Espagne provoquée par le rédacteur en chef du *Diario de Noticias*, le plus important de nos journaux portugais. Mais le caractère de cette conversation, sa portée nettement politique et économico-sociale ont touché un point sensible chez nous autres Portugais, et notre gouvernement n'est pas resté indifférent. Si, au cours de cette conversation où le roi d'Espagne a insisté sur son désir d'une politique de rapprochement entre son royaume et notre république la question militaire n'a été qu'effleurée, les termes très brefs dont s'est servi le roi contiennent en germe tout un programme qui mérite d'être médité chez nous avec autant de calme que d'attention patriotique.

« Je suis un ami sincère du Portugal, a dit le roi, et n'ai qu'un désir : le démontrer. Sans doute, le Portugal se défie de mes sentiments comme il se défie de l'Espagne, mais c'est une injustice à laquelle il faudra mettre une fin. »

Il est certain, si l'on se tient à l'histoire, que rarement l'Espagne et le Portugal ont combattu ensemble pour un idéal commun ; le plus souvent ils sont dans des camps opposés. Il n'est pas moins certain que la domination espagnole, de 1580, à 1640, a produit à l'origine de profonds sentiments de méfiance chez les Portugais. Mais, de génération en génération, elle est allée s'atténuant, et nombreux sont aujourd'hui ceux qui aspirent à la fin des malentendus. C'est pourquoi les paroles du roi Alphonse XIII ont trouvé un si grand écho.

Le roi considère l'intimité des relations entre les deux nations comme une utile œuvre d'agrandissement moral péninsulaire ; ce qui l'a amené à toucher légèrement la question des relations militaires : « Je veux vous rappeler un fait bien symptomatique, a-t-il dit. L'année dernière des exercices militaires ont eu lieu à l'Ecole pratique, exercices exécutés par des régiments d'Orense et Galliza, donc, nécessairement près de la frontière portugaise ; des exercices tout à fait simples, sans un soldat de plus que les contingents ordinaires. Ce fut suffisant pour qu'en Portugal se soit répandue la nouvelle que l'Espagne était en train de mobiliser contre la République. Je serais heureux que des susceptibilités pareilles ne puissent renaître. L'attaché militaire portugais sera toujours invité à assister à tous les essais et toutes les expériences qui pourraient donner lieu à des appréciations erronées ou exagérées. » Puis, terminant sur une note conciliante : « Cependant, fait curieux a-t-il ajouté, ce sont les Portugais qui, à Elvas, tiennent des pièces d'artillerie braquées sur l'Espagne sans réciprocité, car à Badajoz on ne verra pas un canon. »

Le roi n'a fait aucune allusion à la neutralité espagnole pendant la grande guerre, mais chez nous, on n'a pas oublié avec quelle amicale condescendance l'Espagne, bien que neutre, a autorisé le passage de quelques centaines d'officiers et sous-officiers sur son territoire, soit qu'ils se rendissent en France pour rallier le corps expéditionnaire, soit qu'ils vinssent du front, en congé.

La question soulevée par le roi avec tant de largeur de vue mérite de retenir l'attention de notre Etat-major général. Les petites nations faibles, de médiocre richesse, mais propriétaires de vastes domaines coloniaux, doivent se rapprocher des nations fortes, riches, avec lesquelles elles possèdent des affinités de race, de tempérament, de caractère. Un rapprochement militaire du Portugal avec l'Espagne doit retenir l'attention la plus éclairée de nos bureaux des affaires extérieures.

A la dernière Assemblée de la Société des Nations, à Genève,

M. H. de Jouvenel, le délégué français, a parlé d'un pacte de garantie à conclure entre l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Espagne, pacte destiné à être l'axe de la politique européenne. Un intense courant d'opinion préconise depuis longtemps en Espagne un pacte hispano-franco-anglais. La proposition de M. de Jouvenel n'est encore qu'un vœu individuel, mais à supposer qu'il se réalise, continuerions-nous dans notre ligne de méfiance et de réserve ? Bien que notre alliance séculaire avec l'Angleterre nous conserve notre personnalité dans n'importe quel arrangement diplomatique en Europe, un rapprochement avec l'Espagne, dont les intentions exprimées par le roi Alphonse permettraient de saisir l'occasion, renforcerait grandement notre situation péninsulaire.

Un pacte ralliant, à côté de la France et de l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre, ne serait pas un événement banal de nature à nous laisser indifférents. Il exigerait au contraire que nous réclamions et tâchions de prendre notre position dans cette combinaison, position à laquelle notre situation d'alliés de l'Angleterre nous donne droit. Un arrangement loyal et immédiat conclu avec l'Espagne à la faveur des bonnes dispositions manifestées par le roi Alphonse XIII fortifierait le point de vue portugais. Il nous permettrait d'entrer dans les voies d'une politique plus productive, plus rationnelle et plus féconde en avantageux résultats que la politique d'expectative où nous nous sommes renfermés depuis notre grand effort et notre participation, avec tant de sacrifices, à la guerre mondiale.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La campagne de France, 1814, par J. Campana, Chef d'escadron d'artillerie. Avec une photogravure et 14 croquis. In-8° de 190 p. Paris 1922. Charles-Lavauzelle & Cie. Prix ; 12 fr.

Il n'est point désagréable de rompre un instant avec la guerre européenne pour revenir au passé. Intermède reposant. Les morts ayant livré toutes leurs archives, et les plaidoiries *pro domo* des acteurs ayant été contrôlées par la documentation officielle en permettant de la contrôler réciproquement, on éprouve un sentiment de sécurité relative que ne procure pas l'histoire controversée et boiteuse des événements contemporains ; on ose émettre des jugements à peu près fermes. A vrai dire, le 1814 de M. Campana se propose moins de juger que d'exposer. Il le fait d'une façon parfaitement claire, avec une simplicité digne de tout éloge. C'est de bonne histoire militaire. F. F.